



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES  
MINISTÈRE CHARGÉ DE LA COOPÉRATION

## **Communiqué de presse**

### **DECLARATION HENRI DE RAINCOURT**

#### **SOMMET DU G20 3-4 NOVEMBRE 2011**

Paris, le 4 novembre 2011

Le G20 réuni sous présidence française les 3 et 4 novembre 2011 à Cannes a permis des avancées significatives pour redynamiser la croissance mondiale et bâtir une mondialisation à visage humain, au service des peuples.

Au-delà de la crise financière, le G20 vient de franchir une étape décisive.

Je me félicite que le développement des pays pauvres soit placé au cœur des priorités des Etats et des organisations membres du G20. Les chefs d'Etat et de Gouvernements ont réaffirmé que le développement des pays les plus vulnérables est un élément fondamental pour relancer l'économie globale.

C'est une page qui se tourne. Les pays émergents s'engagent aux côtés des plus grandes économies de la planète en faveur de la lutte contre la pauvreté. C'est la preuve que la communauté internationale prend en compte les bouleversements qui ébranlent les équilibres anciens et rebattent les cartes politiques, économiques, sociales et environnementales.

La présidence française du G20 a été force de proposition sur 4 thèmes essentiels : la sécurité alimentaire avec en particulier la création de réserves alimentaires d'urgence pilotes ; la construction d'infrastructures régionales et l'identification de onze projets exemplaires ; le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation via la reconnaissance du nécessaire déploiement de socles de protection sociale adaptés aux besoins de chaque pays ; et le financement du développement.

A ce titre, au terme d'un travail de conviction d'un an, nous avons obtenu un consensus par tous les membres du G20 autour de l'urgence de lever de nouvelles sources de financement pour le développement, en complément de l'aide publique traditionnelle. J'applaudis le fait qu'un nombre accru de pays se rallient à l'idée de mettre en place une taxe sur les transactions financières au profit du développement. Cette avancée majeure, bâtie aussi grâce à l'engagement militant des ONG et l'appui technique des organisations internationales, marque l'aboutissement d'un long processus de concertation et la volonté commune d'offrir aux générations futures un monde plus équitable.

J'encourage la société civile et la communauté internationale à rester mobilisés pour qu'un groupe de pays pionniers aient l'audace de se lancer et fassent de la taxe sur les transactions financières une réalité. Cette contribution des activités financières au développement est moralement justifiée et utile pour notre avenir à tous./.

#### **CONTACT PRESSE**

Charlotte DOLLOT, Conseillère presse et communication  
[charlotte.dollot@diplomatie.gouv.fr](mailto:charlotte.dollot@diplomatie.gouv.fr) – 01.43.17.64.58